

L'Actu de la semaine

Du 09 au 13 mars 2020



FISCAL

SOCIAL

AFFAIRES

IMMOBILIER

CIVIL

DIVERS

Nos documentalistes recensent pour vous chaque semaine l'essentiel de l'actualité repérée sur les sites institutionnels et transmis à nos Rédactions.

FISCAL

Sites institutionnels

- [ANC](#) : le collège de l'ANC a adopté la recommandation n° 2020-01 du 6 mars 2020 relative au format des comptes consolidés des entreprises établis selon les normes comptables internationales
- [ANC](#) : Le collège de l'ANC a adopté la recommandation n° 2020-02 du 6 mars 2020 relative à la codification des états financiers de la recommandation 2020-01
- [DGFiP](#) : Demande de délai de paiement ou de remise pour les entreprises en difficulté suite au Coronavirus - Covid 19
- [Ministère de l'Economie](#) : Accompagnement des start-ups dont l'activité est affectée par le COVID-19
- [DGFiP](#) : Vos impôts« Pourquoi je ne recevrai plus de déclaration de revenus pré-remplie par courrier cette année ?

Jurisprudence

- Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules : [T. confl. 9 mars 2020 n° 4175](#)

Au BOFiP-Impôts

- [06/03/2020](#) : RSA - Exonération des salariés détachés par l'employeur - Actualisation de la rémunération de référence des marins pêcheurs - Imposition des revenus de 2019
- [06/03/2020](#) : RSA - Evolutions des modalités d'évaluation des avantages en nature de nourriture, de logement et de véhicules mis à disposition par l'employeur
- [09/03/2020](#) : CF - Consultation publique - Déclaration de dispositifs transfrontières potentiellement agressifs (ordonnance n° 2019-1068 du 21 octobre 2019 relative à l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le

domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, CGI, art. 1649 AD à CGI, art. 1649 AH) (Entreprises - Publication urgente)

- [11/03/2020](#) : IS - TVA - Franchise des impôts commerciaux - Augmentation du seuil de la franchise (loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 51)
- [11/03/2020](#) : TVA - Précisions relatives au champ d'application du régime de la marge pour les prestations fournies dans le cadre des foires, salons, congrès et événements professionnels (CGI, art. 259 A, 8° ; CGI, art. 266, 1-e)
- [11/03/2020](#) : TVA - Transfert de certificats de garanties d'origine et de garanties de capacités (loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 170 ; CGI, art. 283, 2 septies)
- [11/03/2020](#) : IF - Baisse de la taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie (loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 59)

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 27 février 2020](#) relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2020
- [Arrêté du 2 mars 2020](#) portant ajustement de périmètre des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques

Union Européenne

- Union douanière et tarif douanier commun – Classement tarifaire – Nomenclature combinée – Sous-position 83024190 – Tringles à rideaux en métal : [Ord. CJUE 27-2-2020 aff. 670/19](#)
- Fiscalité – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Sixième directive 77/388/CEE – Articles 2 et 6 – Champ d'application – Opérations imposables – Prestation de services effectuée à titre onéreux – Détachement de personnel par une société mère à sa filiale – Remboursement par la filiale limité aux coûts exposés : [CJUE 11-3-2020 aff. 94/19](#)
- Tarif douanier commun – Nomenclature combinée – Classement tarifaire – Position 8901 – Corps de bateaux – Navigation maritime – Bateaux conçus pour tenir la haute mer – Notion : [CJUE 11-3-2020 aff. 192/19](#)
- Union douanière et tarif douanier commun – Règlement (CE) no 1234/2007 – Règlement (CE) no 1484/95 – Importation de viande de volaille congelée originaire du Brésil – Recouvrement a posteriori des droits additionnels à l'importation – Mécanisme de vérification – Méthode de calcul des droits additionnels : [CJUE 11-3-2020 aff. 160/18](#)

SOCIAL

Sites institutionnels

- [Urssaf](#) : Le versement transport devient le versement mobilité
- [Urssaf](#) : Le personnel statutaire des CCI désormais affilié à l'assurance chômage
- [Urssaf](#) : Epidémie de Coronavirus : l'Urssaf vous accompagne
- [MSA](#) : Coronavirus : les démarches en tant qu'employeur
- [GIP MDS](#) : Déclaration des arrêts de travail en lien avec le coronavirus
- [GIP MDS](#) : Coronavirus – Covid 19 : un service de déclaration en ligne des arrêts de travail d'employés dont les enfants sont gardés à domicile
- [GIP MDS](#) : Coronavirus et entreprises : quelle procédure s'applique selon les cas de figure ?
- [GIP MDS](#) : Dossier de presse DSN Fonction publique
- [Ministère du Travail](#) : Coronavirus : Questions/réponses pour les entreprises et les salariés (maj 09-03-20)
- [Ministère de l'Economie](#) : Accompagnement des start-ups dont l'activité est affectée par le COVID-19
- [CNETP](#) : L'essentiel sur vos congés 2020
- [Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé des Personnes handicapées](#) : Baisse des demandeurs d'emploi en situation de handicap en 2019
- [Circulaire Cnav 2020/16 du 10/03/2020](#) : Revalorisation des points du Régime Complémentaire des Indépendants (RCI)
- [Circulaire Cnaf n° 2020 - 002 du 15 Janvier 2020](#) : Création de la prestation de service jeunes (Ps Jeunes)

Jurisprudence

- Limitation géographique de l'intervention du défenseur syndical : [Cons. const. n° 2019-831 OPC du 12 mars 2020](#)

- Travail dissimulé : [Arrêt n°307 du 12 mars 2020 \(18-21.648\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile](#)
- Sécurité sociale - Cotisations : [Arrêt n°308 du 12 mars 2020 \(18-26.182\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile](#)
- Sécurité sociale - Cotisations : [Arrêt n°324 du 12 mars 2020 \(19-13.341\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile](#)
- Sécurité sociale - Contentieux : [Arrêt n°315 du 12 mars 2020 \(19-13.422\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile](#)
- Sécurité sociale – Recouvrement des cotisations : [Arrêt n°327 du 12 mars 2020 \(19-13.045\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile](#)
- Sécurité sociale - Contentieux - Retraite complémentaire : [Arrêt n°317 du 12 mars 2020 \(19-13.804\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile](#)
- Sécurité sociale - Cotisations : [Arrêt n°328 du 12 mars 2020 \(19-11.399\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile](#)
- Sécurité sociale - Cotisations : [Arrêt n°331 du 12 mars 2020 \(18-14.382\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile](#)
- Sécurité sociale - Accident du travail : [Arrêt n°320 du 12 mars 2020 \(19-10.439\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile](#)

Au Journal Officiel

- [LOI n° 2020-220 du 6 mars 2020](#) visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap
- [Décret n° 2020-222 du 6 mars 2020](#) prorogeant le mandat de membres du Conseil d'orientation des conditions de travail et des comités régionaux d'orientation des conditions de travail
- [Décret n° 2020-227 du 9 mars 2020](#) adaptant les conditions du bénéfice des prestations en espèces d'assurance maladie et de prise en charge des actes de télémedecine pour les personnes exposées au covid-19
- [Arrêté du 26 février 2020](#) fixant pour 2020 le montant du versement mentionné à l'article L. 911-7-1 du code de la sécurité sociale
- [Arrêté du 5 mars 2020](#) modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante
- [Arrêté du 2 mars 2020](#) relatif aux conditions d'attribution des aides à la mobilité pour des stages à l'international aux étudiants et apprentis des établissements d'enseignement supérieur agricole
- [Arrêté du 5 mars 2020](#) modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante

Union Européenne et International

- [OIT](#) : L'exclusion des jeunes de l'emploi et de la formation s'accroît
- Sécurité sociale des travailleurs migrants – Règlement (CE) no 883/2004 – Article 5, sous b) – Majoration du taux de la pension de vieillesse – Prise en compte d'une allocation versée pour l'éducation d'un enfant handicapé dans un autre État membre – Principe d'assimilation des faits : [CJUE 12-3-2020 aff. 769/18](#)

AFFAIRES

Sites institutionnels

- [AMF](#) : L'AMF publie une analyse juridique approfondie de l'application de la réglementation financière aux security tokens
- [AMF](#) : Communiqué de presse relatif aux assemblées générales de sociétés cotées
- [AMF](#) : Discours de Robert Ophèle président de l'AMF – Evénement « Construire une stratégie numérique européenne dans les services financiers : quelles doivent être les priorités ? » Vendredi 6 mars 2020 – Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, Bruxelles
- [AMF](#) : Accompagnement des PME cotées : retour sur nos actions 2019 et présentation des initiatives pour 2020
- [AMF](#) : Continuité des activités de marché en période de coronavirus
- [AMF](#) : Finance durable et gestion collective : l'AMF publie une première doctrine en matière d'information des investisseurs
- [ADLC](#) : L'Autorité lance une consultation publique sur la liberté d'installation des avocats aux conseils
- [ADLC](#) : Fixation des tarifs réglementés de professions du droit : l'Autorité publie son avis

- [ADLC](#) : Avis 20-A-03 du 14 février 2020 relatif à un projet de décret modifiant certaines dispositions de la partie réglementaire du code de commerce
- [ADLC](#) : Guide PME : Parler à ses concurrents : c'est dangereux ?
- [Cnil](#) : Coronavirus (Covid-19) : les rappels de la CNIL sur la collecte de données personnelles
- [France Stratégie](#) : Empreinte biodiversité des entreprises
- [CGE](#) : Mise en œuvre d'une politique de localisation des données critiques de paiement en Europe
- [Ministère de la Transition écologique et solidaire](#) : Lancement du Pacte Plastiques européen
- [INPI](#) : Chiffres clés 2019 de la propriété industrielle : record de dépôts de marques pour la 2e année consécutive
- [CEPC](#) : Avis n° 20-1 relatif à une demande d'avis d'une organisation professionnelle portant sur un contrat de fourniture de lait
- [CEPC](#) : Avis n° 20-2 relatif à une demande d'avis d'un cabinet d'avocats sur les délais de paiement dans le cadre d'un contrat de mandat
- [DGCCRF](#) : Contrôle des allégations nutritionnelles et de santé sur les sites internet de compléments alimentaires
- [ACPR](#) : L'assurance vie est un produit de long terme dont les caractéristiques doivent être clairement expliquées aux clients par les professionnels
- [ACPR](#) : Recommandation 2013-R-01 du 8 janvier 2013 sur le recueil des informations relatives à la connaissance du client pour l'exercice du devoir de conseil et la fourniture d'un service de recommandation personnalisée en assurance vie, modifiée le 21 février 2020 (Mise en ligne le 12 mars 2020)
- [HCJP](#) : Rapport arbitrage en matière bancaire et financière
- [HCGE](#) : Guide d'application du code Afep-Medef de mars 2020
- [Ministère de l'Economie](#) : Accompagnement des start-ups dont l'activité est affectée par le COVID-19

Jurisprudence

- Procédure d'attribution des fréquences pour la 5G : [CE Ordonnance du 5 mars 2020 n°s 438761, 438763](#).
- Assurance - Responsabilité sans faute du maître de l'ouvrage public : [T. confl. 9 mars 2020 n° 4179](#)
- Entreprise en difficulté : [Arrêt n°249 du 11 mars 2020 \(18-23.586\) - Cour de cassation - Chambre commerciale](#)
- Délivrance des autorisations d'exploitation commerciale : [Cons. const. n° 2019-830 OPC du 12 mars 2020](#)

Au Journal Officiel

- [Décret n° 2020-225 du 6 mars 2020](#) relatif à la procédure d'opposition aux brevets d'invention
- [Arrêté du 6 mars 2020](#) relatif aux redevances de procédures de l'Institut national de la propriété industrielle
- [Avis n° 2020-0059 du 23 janvier 2020](#) sur un projet d'arrêté fixant la tarification applicable aux prestations fournies par les opérateurs et les hébergeurs dans le cadre de la mise en œuvre par l'ANSSI de systèmes de détection des cyberattaques
- [Décret n° 2020-230 du 9 mars 2020](#) portant modification du décret n° 97-456 du 5 mai 1997 relatif aux sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel
- [Arrêté du 13 février 2020](#) modifiant l'arrêté du 6 septembre 2016 relatif à la signalétique des débits de tabac
- [Modifications](#) des règlements des jeux de La Française des jeux

Union Européenne

- [Commission européenne](#) : Préparer les entreprises européennes pour l'avenir: une nouvelle stratégie industrielle pour une Europe verte et numérique, compétitive à l'échelle mondiale
- Un juge devant lequel un consommateur fait valoir que certaines clauses contractuelles sont abusives est tenu de vérifier de sa propre initiative d'autres clauses du contrat pour autant qu'elles soient liées à l'objet du litige dont il est saisi : [CJUE 11-3-2020 aff. 511/17 \(communiqué de presse\)](#)
- Protection des consommateurs – Directive 2011/83/UE – Champ d'application – Contrat de service – Article 2, point 6 – Contrat portant sur les services de transport de passagers – Article 3, paragraphe 3, sous k) – Cartes conférant le droit de bénéficier de réductions de prix lors de la conclusion ultérieure de contrats de transport de passagers – Vente en ligne de telles cartes sans information du consommateur relative au droit de rétractation : [CJUE 12-3-2020 aff. 583/18](#)
- Un passager aérien indemnisé pour l'annulation d'un vol et ayant accepté de voyager sur un autre vol a droit à une indemnisation en raison du retard du vol de réacheminement : [CJUE 12-3-2020 aff. 832/18](#)

Au Journal Officiel

- [Décret n° 2020-236 du 11 mars 2020](#) relatif à la déconcentration de décisions administratives individuelles dans le domaine de la construction et de l'habitation

CIVIL

Au Journal Officiel

- [Ordonnance n° 2020-232 du 11 mars 2020](#) relative au régime des décisions prises en matière de santé, de prise en charge ou d'accompagnement social ou médico-social à l'égard des personnes majeures faisant l'objet d'une mesure de protection juridique
- [Arrêté du 6 mars 2020](#) modifiant l'arrêté du 2 mai 2019 relatif à la formation complémentaire prévue à l'article L. 223-1 du code de la route

DIVERS

- [JO Assemblée Nationale Questions/Réponses n° 10 du 10 mars 2020](#)
- [Compte rendu du Conseil des ministres du 11 mars](#)